

PARTICIPATION CITOYENNE ET GESTION DES RISQUES INDUSTRIELS

ENTRE CONTRAINTES RÈGLEMENTAIRES, INCERTITUDES ET POSTURE STRATÉGIQUE





Qui sommes-nous?

- Fondation de recherche née à Toulouse à la suite de l'accident d'AZF
 - risques et FOH de la sécurité
 - interdisciplinaire
 - faire progresser la sécurité industrielle au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes
- Soutenue par des partenaires et mécènes de l'industrie et autres organisations

Sponsors



• Reconnue d'utilité publique



- Résultats open-access
 - www.foncsi.org
 - http://www.springer.com/series/15119



Introduction

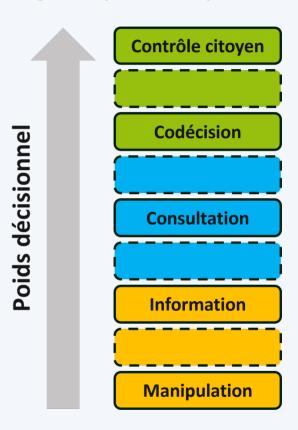
Questions complexes, réponses protéiformes



La participation citoyenne

- Implication des citoyens dans les décisions/actions qui les affectent
 - Composante du processus de décision dans de nombreux domaines de la vie publique
 - Sur les RIT: ensemble de démarches, méthodes, dispositifs pour impliquer les citoyens dans les décisions relatives aux activités industrielles et technologiques à risque qui les impactent
- Finalité : deux conceptions opposées
 - améliorer la qualité des décisions, incarner les valeurs démocratiques et renforcer la légitimité (Fiorino)
 - permettre l'empowerment des groupes dissidents, remettre en cause le monopole de l'expertise (Nelkin & Pollack)
- O Portée: périmètre de la question
- Gradation

Degré d'implication du public





Joly, P-B.& Bieder, C.,2025, Arnstein, 1969



Obligation légale et réglementaire

- O Cadre européen et national
 - Convention d'Aarhus
 - « [...] la participation du public commence au début de la procédure, c'est-à-dire lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles et que le public peut exercer une réelle influence. » (Extraits de la Convention d'Aarhus, 1998 Art 6-4).
 - Charte constitutionnelle de l'environnement 2005
 - « Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement [Art. 7, Charte de l'environnement] »
 - La directive Seveso 3 du 4 juillet 2012 a, dans ses principaux objectifs, le renforcement de l'accès à l'information des citoyens. Dans l'esprit de la Convention d'Aarhus, elle stipule que :
 - « (...) les principales informations en matière de risques industriels et technologiques doivent être disponibles, fournies de « manière spontanée » et régulière. Une participation "effective" du public est nécessaire et celui-ci doit disposer d'un temps suffisant pour formuler ses commentaires. »

La loi Bachelot, 2003

- **Réduction risques à la source**
- Réglementation urbanisation
 - Prescription du plan de prévention des risques technologiques (PPRT)
- **⊖** Information et participation des riverains
 - Comité local d'information et de concertation (CLIC), devenu Commission de suivi de site (CSS)



Au-delà du socle réglementaire

- Un panorama de démarches, outils, méthodes...volontaires
- Variabilité
 - Des acteurs
 - Pilotes
 - Participants
 - Des objectifs
 - Des formats
 - •

Reflétant la complexité inhérente aux questions de RI

- Ontexte territorial variable: sociodémographie, histoire industrielle (accidents), culture...
- Multiplicité des questions, des enjeux
 - Le risque n'étant qu'une des dimensions des enjeux
- Diversité, antagonisme intérêts des PP
- Incertitudes techniques, sociales, politiques



Processus à géométrie variable

- Des modalités de mise en œuvre très hétérogènes
 - Impliquer les citoyens :
 - A quel(s) stade(s)
 - Du projet
 - Du processus régulier?

Conception Planification Réalisation Suivi Clôture

En amont? Au cours du projet?

- Dans quelle mesure ?
 - Information....codécision ?

Des résultats très hétérogènes

- **⊖** En termes de
 - Qualité du processus de décision
 - Conduite de projet
 - Inclusion citoyenne
 - Réduction de controverse, résolution de conflit
 - •
- Des effets indésirables
 - Exacerbation des conflits, amplification des controverses
 - Blocage
 - Instrumentalisation
 - ..



Penser la participation du public sur les risques industriels

Quelques repères théoriques



Acceptabilité sociale

Stratégie à base de communication pour convaincre les populations



Permis social d'opérer (social license to operate)



Comprendre les racines du possible rejet du projet par la population



Définir et respecter, vis-à-vis des riverains, les conditions pour mener ses activités



« Assentiment de la population à un projet ou à une décision résultant du jugement collectif que ce projet ou cette décision est supérieur aux alternatives connues, incluant le statu quo » (Gendron, 2014)

4 composantes principales

- pertinence du projet
- faisabilité du projet
- iustice
- confiance

Processus complexe, évolutif fonction

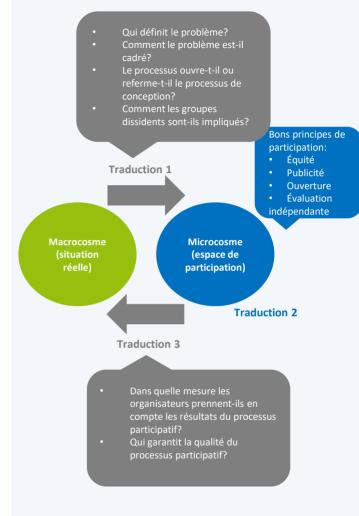
- des systèmes de valeurs
- des visions d'un futur désirable





Modèle de la traduction

- Passage de la situation réelle (macrocosme) à l'espace de participation (microcosme)
 - choix implicites sur la définition du problème et l'organisation de la participation
- Déroulement des débats et interactions au sein de l'espace participatif
- Transformation des résultats de la participation en actions concrètes dans la réalité
- Focus mis sur 2, nécessité de renforcer 1 (amont) et 3 (aval)
- Si conditions non réunies → pas de participation?





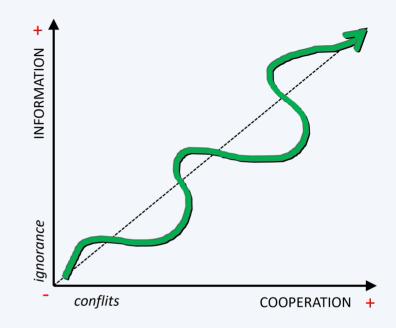
Joly, P-B.& Bieder, C.,2025, Callon, 1986



Stratégie de réduction de l'incertitude

- Grands projets industriels:
 - Incertitude informationnelle
 - Incertitude sociale
 - Au début, ignorance et risque de conflit sont élevés
- Objectifs: progresser vers réduction de l'incertitude
 - Informations partagées
 - Consensus établi
- Participation outil intéressant
 - mêle acquisition, partage d'information et construction de coopération, simultanément
 - ne supprime pas les oppositions, les rend visibles et négociables
 - processus itératif et imparfait, mais
 - favorise progression sur les 2 dimensions, information et coopération

Approche participative



Approches classiques





Laroche, H.,2025



Du point de vue de l'industriel

Se lancer dans une démarche au-delà du socle légal et réglementaire?



Les raisons de la réticence industrielle

- Processus complexe, alors respecter la loi et la réglementation, c'est déjà bien!
- Mal à l'aise avec la nature désordonnée de la participation
- Difficulté à mettre en débat ce qui se passe en interne;
 - Question du secret industriel

- Boite de Pandore, usine à gaz, risque de:
 - ralentir les projets
 - renforcer la défiance du public
 - réveiller/exacerber les oppositions



Une opportunité industrielle

- → Réduire l'incertitude
- Augmenter sa connaissance et sa compréhension
 - de ses riverains, ses clients, ses utilisateurs
- Onstruire le consensus nécessaire
 - pour aller vers des solutions, des actions appropriées et efficaces
- → Renforcer sa légitimité
 - en améliorant (ou restaurant) la confiance que les citoyens ont envers la sphère industrialo-politique

- - pour définir les enjeux et atteindre ses objectifs en matière de développement durable et de sécurité
- Renforcer son impact sociétal
 - en participant à un processus démocratique
- Améliorer son image de marque





Conclusion

Quelle posture de l'industriel?



Pourquoi impliquer les riverains/citoyens?

- Trois voies possibles
 - Pas les seules
 - Pas exclusives les unes des autres

Parce que c'est une obligation légale et réglementaire (point de vue réglementaire)



- Approche minimale et formelle
- Visée justificative (on coche les cases)
- Parce que ça limite les bâtons dans les roues (point de vue pragmatique)



- Apaiser les citoyens
- Les convaincre du bien-fondé des décisions et éviter le ralentissement/blocage de projets
- Parce que les citoyens sont concernés et porteurs, entre autres, de savoirs sur le territoire (point de vue intelligence collective)



- Enrichir les décisions en multipliant les points de vue exprimés
- Rendre les projets plus pertinents et mieux acceptés



Penser et agir en connaissance de cause

- Interroger la pertinence de la démarche
- Oncevoir et ajuster la démarche en fonction
 - du contexte
 - des objectifs poursuivis
 - de la temporalité
 - Projet/choix ponctuel
 - Dialogue « au long cours »
 - ...
 - des ressources



Pas de méthode générique!

- Grands principes
 - Enquête de territoire
 - Cartographie PP et des enjeux
 - Socio-démographie, histoire...
 - Mettre les moyens <u>aussi</u> sur l'amont et l'aval du processus participatif
 - Honnêteté de la démarche
 - Ni naïveté, ni manipulation
 - Transparence des objectifs
 - Mise en œuvre sincère et effective des engagements et décisions passés



Merci!

- **○** La Foncsi: www.foncsi.org
- SpringerBriefs in safety management:

https://www.foncsi.org/fr/publications/springerbriefs

